



Aperçu d'un apartheid effrayant

Par [Ali Abou Nimah](#)

Mondialisation.ca, 29 janvier 2007

[The Electronic Intifada, AFPS](#) 29 janvier
2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

The Electronic Intifada a obtenu -par des fuites- une présentation Powerpoint du Ministère de la Défense qui donne un aperçu effrayant de l'état d'esprit qui mène la bureaucratie de l'apartheid.

Le président Jimmy Carter s'est attiré la colère d'Israël et de ses alliés en décrivant « l'abominable oppression et la persécution dans les territoires palestiniens occupés, avec un système rigide de laisser-passer indispensables et une stricte ségrégation entre les citoyens de Palestine et les colons juifs en Cisjordanie. »

Aujourd'hui, The Electronic Intifada a obtenu une présentation Powerpoint du Ministère de la Défense qui donne un aperçu effrayant de l'état d'esprit qui mène la bureaucratie de l'apartheid.

La première page du document porte le nom « Coordination des Activités du Gouvernement dans les Territoires » et l'acronyme « COGAT » en bas de chaque page. Cela se réfère apparemment à l'unité de l'armée israélienne qui est chargée de l'occupation contre la population civile palestinienne.

Le haut de chaque diapositive porte également les noms et insignes de l'« Etat d'Israël » et du « ministère de la Défense ». Datée du 12 Janvier, la présentation est intitulée « Mesures clés pour faciliter la vie quotidienne de la population palestinienne. »




**Key measures for easing the daily lives of the
Palestinian Population: Main points**

***• Below please find the comprehensive plan for
improving the Palestinian population's fabric of life:***

- Steps to empower **Abu-Mazen****
- Encouraging the **private sector.****
- Employment of Palestinians in Israel**
- Entry of **foreign nationals** into the West Bank.**
- Facilitate **movement regime.****
- Easing the passage of Palestinians through **checkpoints** and removing obstacles.**
- Easing the movement of **International organization** staff in the territories.**

COGAT **2 Page**

Bien loin de ça, le document donne le détail du régime de sévère restriction de mouvement, de nettoyage ethnique bureaucratique et de manipulation politique ou encore d'encouragement aux collaborateurs qui travaillent pour Israël en Cisjordanie occupée et dans la Bande de Gaza.

Le document, en anglais, semble authentique. Bien que son but exact et ses destinataires ne soient pas connus, il est possible qu'il ait été conçu pour impressionner des diplomates étrangers par la générosité d'Israël envers les Palestiniens.

Parmi les mesures politiques que le document souligne, on trouve :

- Faire des efforts pour « renforcer Abu-Mazen » (le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas) en facilitant l'entrée d' « équipement de sécurité pour la Garde présidentielle » offert par des pays étrangers. (Les Etats-unis ont récemment annoncé qu'ils donneraient pour des millions de dollars d'armes et d'équipement à cette unité qui sert de milice personnelle à Abbas et son parti le Fatah, qui cherchent à renverser le gouvernement Hamas démocratiquement élu).
- Donner des privilèges spéciaux au « mouvement des VIPs et des Palestiniens haut placés » et autres alliés d' Abbas, y compris « faciliter les déplacements, sans contrôles de sécurité ». Ces privilèges spéciaux, dont ne peuvent disposer des millions de Palestiniens, ont pour but de « renforcer Abu-Mazen, » vraisemblablement aux dépens du cabinet dirigé par le Hamas, démocratiquement élu, et des dizaines de députés parmi lesquels plusieurs, loin de jouir du traitement VIP, ont été kidnappés et sont détenus sans chef d'inculpation ni procès par les forces d'occupation israéliennes.
- Délivrer des permis spéciaux à 505 hommes d'affaires palestiniens, les autorisant à n'être pas soumis à la loi des laissez-passer qui interdit que des Palestiniens ne passent la nuit en Israël. Ils seront également soumis à moins de contrôles de sécurité. Il est aussi possible que cette classe privilégiée bénéficie du « possible retour de 60 millions de dollars, provenant de l'argent des taxes qui a été gelé, au secteur privé, en fonction de l'identification de l'homme d'affaires et de l'élaboration d'un mécanisme de mise en place. »

Ceci pourrait signifier qu'Israël, en collusion avec Abbas, cherche à détourner des biens publics palestiniens dont il s'est illégalement emparé, en contournant le ministère des Finances de l'Autorité palestinienne et en les redistribuant à Abbas et ses amis.

✘ Avec une précision effrayante, autoriser « 42 899 » travailleurs palestiniens à travailler « en Israël et dans les colonies » et permettre à 2 000 travailleurs agricoles palestiniens de se soustraire aux lois des laissez -passer, afin que « passer la nuit en Israël » leur « soit permis ». Parmi ces travailleurs, seuls 1 600 seraient autorisés à entrer dans Jérusalem Est occupée, la plus grande ville palestinienne de Cisjordanie.

Des millions de Palestiniens dans le monde ne sont pas autorisés à se rendre dans leur pays ou à le quitter à cause des restrictions et des lois israéliennes discriminatoires contre les non- juifs. Quelques Palestiniens privilégiés ont néanmoins pu le faire, parce qu'ils ont la citoyenneté américaine, ou d'un pays européen dont les citoyens sont souvent autorisés à entrer en Israël sans visa comme touristes. Même cette existence précaire est menacée depuis peu par la nouvelle pratique israélienne qui leur interdit le retour [en Palestine] s'ils quittent le pays pour une raison quelconque.

Alors que le document affirme que ces restrictions vont être allégées, il confirme aussi la politique d'interdiction faite aux Palestiniens de vivre une vie de famille normale. Les Palestiniens (toujours appelés « ressortissants étrangers ») qui ont des passeports étrangers, même ceux qui ont des conjoints et des familles qu'Israël reconnaît comme résidents, seront limités à un séjour dans leur pays dont la durée totale cumulée ne pourra excéder 27 mois. Aucun autre pays qui se dit une démocratie ne traite systématiquement ses habitants indigènes comme des étrangers et ne les expulse de cette manière, brisant ainsi des familles.

Enfin, le document indique un certain nombre de catégories de travailleurs « humanitaires » qui disposeront d'une légère flexibilité dans les laissez -passer. Cela inclut 1 450 personnel religieux, 1 300 employés hospitaliers, 300 travailleurs hôteliers, des avocats, des enseignants et les résidents d'une enclave dans Jérusalem Est occupée qui est encerclée par les colons et le mur d'apartheid.

Dans un système de contrôle obsessif et brutal tel que celui qu'Israël impose aux Palestiniens, même cet « allègement » symbolique, élaboré dans un seul objectif de relations publiques, ne peut être tenu pour acquis. Israël a l'habitude de mentir sur ce qu'il fait. Par exemple, pendant une rencontre au sommet avec Mahmoud Abbas en décembre, le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, a promis de supprimer des dizaines de check points et d'obstacles qui empêchent le déplacement des Palestiniens en Cisjordanie occupée. Plus tard, les forces d'occupation ont affirmé avoir supprimé 44 de ces centaines d'obstacles pour remplir l'engagement d'Olmert. En fait, selon le journal israélien Ha'aretz du 22 janvier, l'armée israélienne a « admis dimanche [21] que les 44 monticules de terre qu'elle disait avoir enlevés autour des villages de Cisjordanie, n'existaient pas vraiment. »

Ce qui existe, par contre, et qui s'étale aux yeux du monde, c'est un système horrifant de contrôle totalitaire de millions de Palestiniens qui restent prisonniers du système raciste d'Israël et de l'armée et des milices de colons qui le mettent en pratique.

Ali Abunimah, The Electronic Intifada, 25 January 2007
<http://electronicintifada.net/v2/article6442.shtml>

La source originale de cet article est [The Electronic Intifada, AFPS](#)
Copyright © [Ali Abou Nimah](#), [The Electronic Intifada, AFPS](#), 2007

Articles Par : [Ali Abou Nimah](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca